

Quant à l'essentiel de la déclaration, soit les progrès réalisés en performamétrie, je remarque en premier lieu que le président du Conseil du Trésor a déposé, en même temps que cette déclaration, l'appendice A, un rapport renfermant des exemples d'indicateurs de performance mis au point dans les ministères. Il répondait ainsi à une demande faite à une réunion du comité des prévisions budgétaires en général. Je considère de bon augure que le gouvernement ait répondu positivement et assez promptement à une directive émanant d'un comité permanent. C'est là un bon point qui est tout à son honneur. Il vaut peut-être la peine de mentionner également qu'en donnant suite aussi rapidement à la directive du comité des prévisions budgétaires en général, le gouvernement a énoncé certains critères élevés sur le rendement—même si ce ne sont que des objectifs théoriques. Mais c'est autre chose évidemment de prendre des mesures pratiques pour atteindre ces objectifs sans le leadership nécessaire.

A ce propos, j'aimerais commenter la partie de la déclaration dans laquelle on demande aux fonctionnaires de «penser performance». Cela me fait penser au chant qu'entonnent des supporteurs pour encourager une équipe à marquer d'autres buts. J'estime, pour ma part, que c'est le gouvernement qui le premier, devrait «penser rendement», plutôt de s'en prendre aux fonctionnaires comme il le fait dans la déclaration. Je me permets de dire que ces allégations sont indignes. Je sais, par expérience, qu'il était superflu, lorsqu'une fonction publique est adéquatement motivée, d'utiliser un porte-voix pour inciter les fonctionnaires au travail. Je ne crains pas d'affirmer que les fonctionnaires ont été et sont encore les serviteurs du public. Il n'ont besoin, pour atteindre cet objectif, que des motivations personnelles et d'une véritable loyauté que suscitent les critères de rendement que se sont donnés leurs dirigeants politiques et non d'évaluateurs de rendement comme ceux dont ils devront maintenant s'accommoder.

● (1540)

Un autre aspect de la déclaration me préoccupe, tout comme, il y a sept ou huit ans, je m'inquiétais de voir des experts en gestion se mettre à fureter dans la Fonction publique: j'aimerais savoir si l'intervention des experts en mesure du rendement, c'est-à-dire les personnes dont le travail consiste à mesurer le rendement dans notre secteur qui est l'entreprise de services par excellence, se terminera comme les autres études de rendement faites par des experts en gestion rattachés à chaque ministère et chargés de voir si les fonctionnaires se préoccupent du rendement et, qui plus est, s'ils ont un bon rendement.

Combien de nouveaux employés la Fonction publique engagera-t-elle pour mesurer le rendement? Sont-ils rentables eux-mêmes? Qui évaluera leur rentabilité? Je ne trouve pas qu'il s'agisse là d'une mesure d'économie. Je reviens à mon idée précédente: une Fonction publique où la motivation est bonne, et qui s'inspire de l'exemple de ses dirigeants politiques, n'a

Performance à la Fonction publique

pas besoin de tout cela. Le fait qu'il faille faire de telles études en dit long sur les dirigeants politiques.

Je suppose qu'on veut, grâce à ces études ou à ces méthodes, que les fonctionnaires rendent compte des services qu'on attend d'eux. Une fois de plus, il s'agit de mettre les échecs politiques sur le dos de la Fonction publique; ce ne peut être que cela. En avril dernier, au comité des comptes publics, le vérificateur général a dit craindre de ne plus pouvoir, un jour ou l'autre déclarer que les comptes du gouvernement sont en règle. Les vrais chefs des ministères, c'est-à-dire les ministres, ont mal fait leur travail et n'ont pas été capables de motiver les fonctionnaires. Sinon, le vérificateur général n'aurait pas fait cette remarque. Et maintenant, le gouvernement essaie de rendre les fonctionnaires responsables des mauvais résultats obtenus. Mais c'est avant tout aux chefs politiques des ministères de rendre des comptes à la population.

J'accepte toutes les méthodes pratiques qu'on peut trouver pour assurer que les fonctionnaires soient bien comptables à leurs dirigeants politiques; mais la meilleure façon de le faire, à mon avis, c'est, je le répète, de donner une bonne motivation et de susciter le dévouement. Est-ce cela qui fait défaut? Est-ce cela que le gouvernement essaie de corriger en instaurant une méthode d'évaluation du rendement? Je pense que c'est possible, car je ne vois pas comment cette méthode pourrait remplacer une bonne motivation.

Je termine par ce point. Bien sûr, c'est la valeur individuelle qui compte dans la Fonction publique. Tout le monde s'entend là-dessus. Qu'advient-il des bons sujets qui peuvent entrer en conflit avec l'évaluateur du rendement? Va-t-il se retrouver sur le pavé? Ces évaluateurs sont-ils capables de mesurer le rendement des fonctionnaires ou est-ce que le gouvernement ne pense qu'à l'efficacité du programme? Il faudrait veiller de très près à ne pas utiliser les mêmes valeurs pour l'évaluation des projets et des programmes, où elles peuvent être très utiles, que pour l'évaluation d'une personne. L'élimination de pratiques de gaspillage, c'est une chose, et si l'évaluation du rendement permet de les découvrir, tant mieux. Nous devons encore faire confiance toutefois—ce que j'espère, aux évaluations personnelles faites par les surveillants immédiats pour décider de l'avancement des fonctionnaires. Les députés de ce côté-ci doivent avoir et auront constamment à l'œil toutes ces questions.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je me joins au député d'Esquimalt-Saanich pour remercier le président du Conseil du Trésor de nous avoir remis à l'avance des exemplaires de la déclaration qu'il vient tout juste de faire ainsi que des exemplaires des documents qu'il a déposés à la Chambre cet après-midi. En fait, monsieur l'Orateur, il s'agit encore d'une question qui tient de la maternité.

Mme Holt: De la paternité.